

La baisse de 5 euros des APL "est une erreur", selon François Ecalle, président de FIPECO. DR



Thierry Fabre
Journaliste

François Ecalle, l'un des meilleurs experts budgétaires, est sévère avec le président. Ancien pilote du rapport de la Cour des Comptes sur la situation des finances publiques et actuel président de l'association FIPECO, il dénonce le manque d'ambition de l'exécutif pour baisser les dépenses. Pire, en s'attaquant de la sorte aux APL, Emmanuel Macron commet une erreur.

Le gouvernement a décidé de réduire les allocations logement de 5 euros par mois à compter du 1^{er} octobre. Cette décision est-elle justifiée?

Beaucoup d'économistes ont démontré que les allocations logements ne sont pas efficaces et ils se prononcent pour une baisse voire une suppression de ces aides. Elles ne traitent pas le problème du logement, qui est d'abord lié à une insuffisance de l'offre. Elles sont mêmes inflationnistes car les propriétaires les intègrent dans le calcul du loyer. Il faut les réformer d'urgence. Déjà en fusionnant les trois dispositifs (APL, ALF et ALS), totalement aberrants, en termes de gestion. Et, comme l'ont fait les Britanniques, on pourrait intégrer les aides au logement dans les minima sociaux, par exemple dans la prime d'activité, ce qui réduirait leur côté inflationniste.

Que pensez-vous de la méthode, une baisse uniforme de 5 euros, qui suscite un grand mécontentement?

C'est une erreur. Cette mesure fait beaucoup de bruit pour un montant symbolique, à peine 100 millions d'euros d'économies sur 2017. Elle n'a pas été expliquée, ni mise en perspective dans un plan de réductions de dépenses que devrait lancer l'Etat.

Vu l'opposition qu'elle suscite, faut-il abandonner cette mesure?

Surtout pas. Cela montrerait que l'exécutif n'est pas prêt à baisser les dépenses. Cette affaire me rappelle la réforme du financement de la carte SNCF famille nombreuses, lancée par Nicolas Sarkozy, en 2008, dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). Face à la levée de boucliers, le gouvernement avait reculé. Du coup, il n'avait plus lancé aucune mesure d'économies dans les dépenses sociales jusqu'à

BOURSE > LE 24/07 À 14H22
CAC 40 +0,12% 5123,77
RECHERCHER UNE VALEUR

NEWSLETTER CHALLENGES

Entrez votre E-mail

JE M'ABONNE



Économie



Sur les APL, Macron n'utilise pas la bonne méthode

Le "droit à l'erreur" débarque en Conseil des ministres

Les pires vendanges depuis près de 30 ans

f t+ G+ in 6 PARTENAIRES

NEWSLETTER Challenges Entrez votre E-mail JE M'ABONNE

Abonnez-vous À PARTIR DE 1€/MOIS >

SUR LE MÊME SUJET

- Baisse des APL: Robert Hue lâche Emmanuel Macron
- APL, ALS, ALF... Quand les aides au logement paient la moitié du loyer des allocataires
- APL: les aides au logement au régime sec en 2016

L'ARBITRE D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE, CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

euros, qui suscite un grand mécontentement?

C'est une erreur. Cette mesure fait beaucoup de bruit pour un montant symbolique, à peine 100 millions d'euros d'économies sur 2017. Elle n'a pas été expliquée, ni mise en perspective dans un plan de réductions de dépenses que devrait lancer l'Etat.

Vu l'opposition qu'elle suscite, faut-il abandonner cette mesure?

Surtout pas. Cela montrerait que l'exécutif n'est pas prêt à baisser les dépenses. Cette affaire me rappelle la réforme du financement de la carte SNCF famille nombreuses, lancée par Nicolas Sarkozy, en 2008, dans le cadre de la RGPP (Révision Générale des Politiques Publiques). Face à la levée de boucliers, le gouvernement avait reculé. Du coup, il n'avait plus lancé aucune mesure d'économies dans les dépenses sociales jusqu'à la fin du quinquennat...

Sur le budget 2017, les coups de rabots se multiplient dans les armées, la Justice ou l'Université. Est-ce la bonne méthode?

Le gouvernement n'a pas le choix. Pour revenir en dessous des 3% de déficit dès cette année, l'effort ne peut porter que sur les crédits budgétaires de l'Etat. On n'a pas le temps de réformer. Il faut faire des économies très vite. De toute façon, je pense que l'on respectera ce critère des 3% grâce à une hausse des recettes fiscales. Avec l'accélération de la croissance, les recettes de TVA sont bien meilleures que prévu.

Est-ce nécessaire de tailler dans des dépenses utiles pour respecter ce chiffre symbole des 3% de déficit?

C'est un chiffre magique. Mais c'est un chiffre sur lequel la France s'est engagée dans les traités européens et qu'elle n'a pas respecté. Ce critère budgétaire est très important pour les Allemands. Si on ne le respecte pas, il ne faudra rien attendre d'eux en matière d'intégration budgétaire de la zone euro, que nous voulons pousser.

Pour le budget 2018, le gouvernement est très ambitieux, en prévoyant pas moins de 20 milliards d'euros d'économies. Est-il crédible?

C'est le point faible d'Emmanuel Macron. Il a prévu des réformes parfois coûteuses (comme l'assurance chômage, Ndlr) et des baisses d'impôts qui vont peser sur les finances publiques. Mais sur les dépenses, il est très, très vague. Le gouvernement n'a annoncé que trois mesures: le gel du point d'indice et le

SUR LE MÊME SUJET

- **Baisse des APL:** Robert Hue lâche Emmanuel Macron
- **APL, ALS, ALF...** Quand les aides au logement paient la moitié du loyer des allocataires
- **APL: les aides au logement au régime sec en 2016**

PERSONNALITÉS



Emmanuel Macron

Économie



Sur les APL, Macron n'utilise pas la bonne méthode

- **Le "droit à l'erreur" débarque en Conseil des ministres**
- **Les pires vendanges depuis près de 30 ans**
- **Blanchiment, terrorisme: Tracfin réalise une année record**
- **Au secours le vin rosé disparaît!!**

TOUS LES ARTICLES ÉCONOMIE >

IMMOBILIER D'ENTREPRISE



À LA UNE CETTE SEMAINE





C'est un chiffre magique. Mais c'est un chiffre sur lequel la France s'est engagée dans les traités européens et qu'elle n'a pas respecté. Ce critère budgétaire est très important pour les Allemands. Si on ne le respecte pas, il ne faudra rien attendre d'eux en matière d'intégration budgétaire de la zone euro, que nous voulons pousser.

Pour le budget 2018, le gouvernement est très ambitieux, en prévoyant pas moins de 20 milliards d'euros d'économies. Est-il crédible?

C'est le point faible d'Emmanuel Macron. Il a prévu des réformes parfois coûteuses (comme l'assurance chômage, Ndlr) et des baisses d'impôts qui vont peser sur les finances publiques. Mais sur les dépenses, il est très, très vague. Le gouvernement n'a annoncé que trois mesures: le gel du point d'indice et le rétablissement du jour de carence pour les fonctionnaires ainsi que la réduction des aides au logement. Au total, cela permettrait d'économiser environ 2,5 milliards d'euros. Alors qu'il faut trouver 20 milliards pour stabiliser la dépense publique en volume (hors inflation), comme Edouard Philippe, le Premier Ministre, s'y est engagé. Il y a urgence. Sur les dépenses, le budget 2018 doit être bouclé dans les 15 jours. Il faudrait très vite lancer un plan d'économies d'envergure.

Emmanuel Macron a finalement décidé de démarrer les baisses d'impôts (ISF, revenus du capital) dès 2018 pour créer un «choc fiscal». Est-ce une bonne idée?

Non. Un choc fiscal a des effets positifs seulement si les entreprises et les ménages pensent qu'il est durable, en étant gagé sur une véritable baisse des dépenses. S'ils n'y croient pas, ils ne vont ni investir, ni embaucher. Mais ils prendront les milliards de baisses d'impôts, qui constitueront de purs effets d'aubaine. Il aurait mieux valu étaler les baisses d'impôts en étant sûrs de pouvoir les gager sur des réductions de dépenses. Cela aurait été plus crédible. Et en la matière, la crédibilité est essentielle.

Propos recueillis par Thierry Fabre

#BUDGET

1 REACTIONS



Découvrir
Challenge avec Bureau Local

À LA UNE CETTE SEMAINE



ACHETER >

S'ABONNER >

Prêt Perso
Profitez d'un taux à partir de
2,10% TAEG FIXE
Des 24 mois dès 8000€
Jusqu'au 28 août 2017
PROFITEZ >

Sofinco
Expert en ligne

AILLEURS SUR LE WEB



Elle a déjà 8 appartements en partant de zéro depuis qu'elle a...